

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le Non socialiste imposera un « plan » B, C, D, E...

- International - Europe -

Date de mise en ligne : dimanche 1er mai 2005

Démocratie & Socialisme

Après une vingtaine de sondages donnant le « non » gagnant, mi-avril, il apparaissait déjà que tout se jouait à gauche, et particulièrement dans l'électorat socialiste. Celui-ci se partageait entre 56 et 60 % pour le non, 44 à 40 % pour le « oui ». La bascule se faisait vers la gauche, mais encore fallait-il se battre au quotidien pour la conforter, la stabiliser, l'assurer.

C'est tout le sens du travail réalisé par les « socialistes pour le non », notamment le « trio » Marc Dolez, Gérard Filoche, Jacques Genereux. 42 000 militants socialistes s'étaient prononcés le 1er décembre 2004 en faveur du rejet de la constitution libérale. Une très grande partie d'entre eux, les plus actifs, les plus conscients de l'enjeu, se sont transformés, depuis, collectivement en « instituteurs du non ».

C'est évidemment contre ceux-là, contre ces courageux moutons noirs, que l'effort de propagande du « oui » s'est porté : ils ont été accusés de « parjure », (même d'antéchrist !) menacés de « sanctions » (pas trop frontalement sur le coup, mais surnoisement plus tard, contre leurs mandats). Parmi les moins nuancées des accusations, couraient celles de créer le chaos à gauche, de mettre en danger l'unité du parti socialiste, de précipiter la désunion, fatale, qui assurerait la victoire ultérieure de la droite. Devant ce genre de menaces, pourtant dérisoires, certains se sont pliés, se sont fait oublier, espérant, sans doute, passer à travers les gouttes pour mieux y voir ensuite.

Pourtant le « non socialiste » s'est affirmé au coeur du « non de gauche » ! C'était la seule vraie façon à la fois de protéger le Parti socialiste du désaveu complet, de le maintenir relié au reste de la gauche, tout en effectuant l'indispensable travail de terrain unitaire qui assurait la victoire. C'était la meilleure façon de colorer de socialisme, le « non » populaire, le « non » social, le « non » pro-européen.

La direction du Parti socialiste qui avait d'abord formulé en 2003 et 2004 sept « exigences » avant de se rallier (sans qu'aucune ne soit satisfaite) à cette constitution libérale, affirmait qu'aucune renégociation ne serait possible, que la France serait isolée, et l'Europe « en panne » voire « brisée ». La droite libérale chiraquienne, pour forcer la main aux électeurs, ainsi que tout l'establishment médiatique affirmait exactement le même dogme : pas de renégociation possible !

Il n'y a pas de plan « B » nous serinait-on inlassablement. « Tina » : « there is no alternative », comme le clamait couramment, Margaret Thatcher et, après elle, Tony Blair.

Et puis voilà qu'un beau jour d'avril, après les 20 premiers sondages qui donnaient gain de cause aux militants du « non » socialiste et de gauche, la peur de la contagion l'emportant, les rumeurs sont venues de Bruxelles : on ouvrira la renégociation ! Ce que les chefs si peu catégoriques du « oui » socialiste n'avaient pu imposer, l'action des militants du « non » y parvient : les portes qu'on disait cadenassées, lâchent soudain, il surgit quantité de plans de rechange... B, C, D, E... De même que Chirac nous lâchait 1 % d'augmentation après le 10 mars et la première annonce d'un « non » à 51 %, de même que la droite implose et se désolidarise de Raffarin lorsque le « non » est à 55 %, de même la panique rend réalistes les commissaires de Bruxelles et les 25 chefs d'état, et ils envisagent ce qu'ils refusaient jusqu'ici : supprimer la partie trois, remanier les conditions de révision de la constitution, reculer davantage sur Bolkestein... D'autres compromis étaient donc possibles : c'est le « non » qui en force les portes !

Seule la lutte paie ! Allons donc jusqu'au bout, donnons 60 % et plus, le 29 mai au « non » pour confirmer le mouvement, faire retirer de cette constitution tout ce qui incarne la dictature des actionnaires, imposer les « sept exigences », sanctionner Chirac, et donner à la gauche, des dirigeants dont elle a besoin, plus combatifs et plus soucieux de transformation sociale que ceux qui voulaient nous forcer à voter « oui » sans combat !